



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Départementale de la Côte-d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 396 DU 7 MARS 2025

Société SETEO

**ROUTE DE GRAY
21850 SAINT-APOLLINAIRE**

Le préfet de la Côte-d'Or

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le Code de justice administrative ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 14 août 2024 à la société SETEO pour l'exploitation d'installations de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets et d'installations de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux, sur le territoire de la commune de Saint-Apollinaire ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 17 février 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 17 février 2025 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2024 susvisé dispose que :
« l'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et notamment

- une réserve d'eau constituée au minimum de 120 m³,
- [...]

La réserve incendie est équipée d'une prise d'aspiration avec raccord sapeur-pompier de diamètre 100 millimètres et munie d'une aire d'aspiration de 32 m² (8 m x 4 m). Elle est être située à une distance supérieure à 10 mètres d'un bâtiment ou de déchets combustibles, ou dans le cas le plus défavorable, à une distance équivalente à 1,5 fois la hauteur du bâtiment et de manière à ce que tout point de la

limite de l'installation se trouve à moins de 100 m d'un point d'eau incendie par une voie utilisable aux engins de secours. [...] » ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 10 février 2025, l'inspection a constaté que l'installation ne disposait pas de réserve d'eau ;

CONSIDÉRANT par conséquent que les moyens d'intervention constatés pour lutter contre un incendie sont insuffisants ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SETEO de respecter les prescriptions de l'article 5.3.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société SETEO, exploitant des installations sises route de Gray à Saint-Apollinaire, est mise en demeure **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions prévues à l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2024 susvisé.

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Notification et Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois. Le présent arrêté est notifié à la société SETEO.

Article 4 : Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de la commune de Saint-Apollinaire et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à DIJON

Le Préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
Signé
Denis BRUEL